

LA FIN DE L'HISTOIRE POLITIQUE ET LE TERRORISME, Ayouba
LAWANI (Université de Parakou – Bénin)
lawaniayouba@yahoo.fr

Résumé

Dans cet article nous avons montré que la vérité achevée du politique constitue la fin de l'histoire universelle qui ne peut plus s'enrichir de structures nouvelles et fondamentales pouvant avoir un sens positif pour le genre humain. Mais aujourd'hui, une très grande cause suscitant l'engagement paraît apporter un démenti formel à cette structuration socio-politique définitive si bien qu'on se demande si la prolifération apparente du terrorisme procède de ce que l'histoire ayant fini son œuvre et mis en circulation son contenu total porteur de son sens universel, a fini par libérer d'elle l'énergie des hommes ainsi contraints à s'adonner à d'autres opérations, supra-politiques telle que la foudre exterminatrice terroriste ? Une telle possibilité retarderait et détournerait l'application de l'énergie de l'État rationnel démocratique au but essentiel de l'accomplissement suprême de l'homme au profit de l'érection massive d'un moyen réellement problématique. L'État doit continuer à assumer sa tâche désormais reconnue de conserver son être politique, d'articuler vraiment en lui le socio-libéral et le politique. Ensuite le problème terroriste est tel que seul peut l'affronter et le trancher l'État auquel doit s'ouvrir désormais une activité nouvelle, peut-être extra-politique. Pour parvenir à ces résultats nous avons utilisé la méthode d'analyse directe.

Mots clés : Fin de l'histoire, terrorisme, État, politique, détermination nouvelle.

THE END OF POLITICAL HISTORY AND TERRORISM

Abstract

In this article we have shown that the achieved truth of politics constitutes the end of universal history which can no longer be enriched with new and fundamental structures that can have a positive meaning for the human race. But today, a very great cause giving rise to commitment seems to bring a formal denial to this definitive socio-political structuring, so much so that one wonders whether the apparent proliferation of terrorism stems from the fact that history, having finished its work and put into circulation its total content bearing its universal meaning, ended up releasing from it the energy of men thus forced to devote themselves to other, supra-political operations such as terrorist exterminating lightning ? Such a possibility would retard and divert the application of the energy of the democratic rational state from the essential goal of man's supreme achievement to the benefit of the massive erection of a truly problematic means. The State must continue to assume its now recognized task of preserving its political being, of truly articulating within itself the socio-liberal and the political. Then the terrorist problem is such that only the State can confront it and settle it, to which a new activity, perhaps extra-political, must henceforth open up. To achieve these results, we used the method of direct analysis.

Key words: End of history, terrorism, state, politics, new determination.

Introduction

Un événement encadre la naissance du nouveau siècle et paraît en annuler les promesses historiques, rendre problématique l'avenir de l'existence humaine. Cet événement en question a nié, en effet, un grand acquis politique semblant à porter et faire évoluer l'histoire des hommes dans le sens d'un développement continu vers une vie plus universelle de l'humanité, ce but que les philosophes de l'histoire ont assigné classiquement à celle-ci. Cet événement c'est le terrorisme qui semble se poser comme une détermination socio-politique à la fois fondamentale et nouvelle surgissant pour faire s'organiser une nouvelle économie des rapports humains autrement que la raison opérant dans l'histoire l'a fait. Cela nous amène à formuler l'hypothèse selon laquelle le terrorisme ne peut se transformer en cause instauratrice d'un nouvel ordre du monde autrement que l'a déjà fait l'État rationnel définitif. Dès lors, le terrorisme brisant le développement de l'universalisation politique et paraissant ramener l'histoire des hommes en arrière n'incite-t-il pas à considérer avec sérieux l'idée d'une fin de l'histoire politique ? D'autant qu'aujourd'hui, des voix s'élèvent pour s'interroger sur l'intrusion dans l'histoire dite finie, du terrorisme qui apparaissait coulé à jamais dans le formol de l'histoire dont la résurgence menaçante incite à relativiser la confirmation de la clôture politique. La question que l'on est en droit de se poser est de savoir si la survivance de l'État rationnel définitif n'est pas pour elle-même l'aliénation de sa soif vivifiante se donnant pour tâche le traitement théorique et pratique de l'économie basale mais extrêmement vitale, du terrorisme. Pour développer cette question, nous remettons en débat l'idée d'une fin de l'histoire politique afin d'en confirmer ou infirmer l'idée vu l'état actuel du monde, puis nous dirons si au regard de cette supposée fin de l'histoire politique, il est possible que le terrorisme structure l'histoire politique comme niveau objectif ayant ses exigences propres. Après cela, nous chercherons à savoir si le terrorisme est une œuvre supra-politique libérée par l'énergie créatrice d'une histoire qui a atteint sa fin politique ; cela devrait nous permettre enfin, d'examiner utilement l'activité supra-politique à laquelle doit s'adonner l'État pour un traitement sérieux du problème du terrorisme.

1. Sur la fin de l'histoire

Le concept de « fin de l'histoire » a une histoire et restera la croix des interprètes. Et, il se trouve de très grands théoriciens de l'histoire qui ont affirmé à la fois le but et la clôture de celle-ci à travers le politique, lieu dans lequel se déploie la culture. Ce fut principalement l'œuvre de deux penseurs qui ne sont pas des philosophes professionnels mais qui philosophent à partir de leur engagement ou fonction politique : il s'agit d'A. Kojève, un immigré russe qui a travaillé dans les services de la politique française et de F. Fukuyama, un japonais américanisé, fonctionnaire au Département d'État des USA.

Avant d'évoquer ces deux cas d'école de mésinterprétation de la « fin de l'histoire », nous voulons revenir sur un cas de mécompréhension de ce concept hégélien pour montrer à quel point ce sujet occupe les esprits actuellement. C. Bouton se désole de ce qu'« on décrète ici et là qu'on est arrivé à la « fin de l'histoire » » qu'il assimile à « une illusion de « déjà-vu » » (2013, p. 199) qui accompagne les événements. Pour lui, la fin de l'histoire, c'est l'arrêt de l'histoire, la fin de la violence meurtrière assimilant ainsi la déclaration de cette fin à l'annonce d'un immense et ultime massacre. En appui à son idée, il rappelle l'avertissement de G. Anders : la « possibilité de l'Apocalypse est notre œuvre » évoquant la possibilité pour l'homme de prononcer le « Jugement dernier » dans un temps de la fin de l'histoire devenu « l'époque redoutée de l'hiver nucléaire » (C. Bouton, 2013, pp. 199-200). On peut comprendre que cette conception de la fin de l'histoire bien qu'actualisée vient de la méconnaissance de la spécificité irréductible de ce concept chez Hegel. Un tel mépris de la pensée du philosophe allemand avait été esquissé dans un son article intitulé : Hegel, penseur de la « fin de l'histoire » ? (1998, p. 91-112).

Dans ses enseignements à l'École pratique des Hautes Etudes, A. Kojève commentant Hegel juste avant la deuxième guerre mondiale affirme l'histoire virtuellement terminée. Pour lui, la circulation de l'universalisation sociotechnique à la fois dans le monde communiste et dans le monde capitaliste assurait une uniformisation politique mondiale¹. L'existence humaine étant désormais engagée dans une homogénéisation progressive du style de vie, ne peut que se consacrer dans l'État social homogène, - fruit de la Révolution française (démolisseuse des ordres inégaux) et universel (héritier de l'empire napoléonien fixant cette Révolution) – qui va apporter aux hommes leur pleine reconnaissance réciproque, la paix, non-historique de la satisfaction. C'est ainsi que la grande boucle de l'histoire est fermée selon Kojève. Le cours de l'histoire parut de la sorte jusqu'en 1989, avant de révéler mondialement la vérité universelle de son activité : le monde se réconcilie dans la victoire de la démocratie libérale. L'écroulement du bloc de l'est a supprimé la différence idéellement annulée par Kojève mais confirme en partie sa thèse : le progrès historique s'épuise dans la consécration de l'État social homogène universel.

Dans les années 90, F. Fukuyama déclare finie l'histoire des hommes. La démocratie libérale se montre au terme du parcours historique de l'humanité comme le régime indépassable, définitif et dont l'avenir ne peut qu'être répétition partout dans le monde : « À la fin de l'histoire, il ne reste aucun rival idéologique sérieux à la démocratie libérale » (F. Fukuyama, 1991, p. 245). La vérité historico-politique qui a fait l'humanité s'engager dans son long voyage, est atteinte ; sa quête n'est plus utile parce que dorénavant disponible. La progression créative de

¹ On doit comprendre que Kojève voyait dans Hegel déjà Marx. Pour lui, le capitalisme était déjà en soi le communisme, dans leur commune concrétisation de l'État social homogène et universel.

l'histoire est ainsi arrêtée à l'aune du libéralisme économique réduisant ainsi le pouvoir du politique chargé d'articuler le socio-économique. En atténuant ainsi la positivité de l'État homogène dans sa dimension réalisante, A. Kojève comme F. Fukuyama s'éloignent de Hegel dont ils se réclament dans leur proclamation de la fin de l'histoire. Qu'il nous soit donc permis de revenir très rapidement sur les grandes lignes de la thèse, beaucoup plus fermement armée, que Hegel développa sur cette supposée vérité indépassable au sujet du politique.

Pour Hegel, l'État réalise l'unité naturelle des communautés et universalise leurs usages par des lois qui structurent les relations entre eux des individus soucieux de leurs besoins et intérêts, et font orienter fermement leurs actes dans une œuvre commune marquante, pour eux, historique. La totalisation étatique substantielle, donc historique fait alors reconnaître les sujets individuels dans un espace universel sûr répondant à l'exigence de la liberté comprise comme être-chez-soi. L'histoire politique est aussi celle d'une libération des hommes qui s'accomplit dans l'État rationnel par l'œuvre de la raison. La raison étant l'union, l'identification, des différences singulières et l'identité ou unité universelle. L'unité autoritaire et la liberté des individus que concilie l'État rationnel, lui confère son caractère définitif car il satisfait le vœu le plus profond de l'homme, son désir de liberté. L'État rationnel définitif est à la fois forte et libérale ; cette force se montre d'abord dans l'organisation constitutionnelle de ses pouvoirs et vit de la participation active des citoyens. Le politique s'assure que la réunion de l'autorité et de la liberté est portée par l'autorité, les citoyens ayant de ce fait des droits pour autant qu'ils ont d'abord des devoirs. L'affirmation résolue de leur droit ou de leur liberté doit s'ancrer primitivement pour eux dans le lieu nettement politique, prioritairement autoritaire, à savoir dans la sphère socio-économique, dans la société civile, lieu où la libre initiative est première ; le lien y agit d'abord dissimulé tel un destin, et non pas par le biais d'une imposition première d'une loi. C'est pourquoi, pour Hegel, l'État politiquement fort et socialement libéral, est l'État où s'épuise la politique, et, avec elle, l'histoire. C'est l'État qui manifeste sa force politique par son libéralisme social. Cette fin de l'histoire est bien loin de celles d'A. Kojève et de F. Fukuyama qui réduisent la politique au socio-économique.

2. Le terrorisme comme détermination historique nouvelle ?

Nous venons de montrer que, chez Hegel, la vérité achevée du politique constitue la fin de l'histoire universelle. Cette vérité a révélé le sens universel de l'histoire, le sens essentiel de l'histoire des hommes telle qu'elle s'est progressivement saisie tant en son idée que réalisée conformément à cette idée. La réalisation empirique du sens universel de l'histoire est longue et tâtonnante, mais sa structuration rationnelle, qui comprend la fin de celle-ci, est définitive lorsqu'elle s'est manifestée une fois dans l'esprit. On comprend bien que, contrairement aux critiques suffisamment élaborées, Hegel n'a pas mis un terme au devenir des États, il doit assurément continuer mais ce devenir ne mérite

simplement pas d'être appelé « histoire », car il s'agit d'une suite d'événements incapables d'enrichir l'histoire de structures nouvelles et fondamentales qui peuvent avoir un sens positif pour le genre humain. Les États rationnels peuvent être en proie à des contradictions internes ou internationales mais leurs issues ne signifient plus d'avancées véritables, durables, de l'histoire. La pensée et la réalité des États n'ont rien apporté, depuis Hegel, de foncièrement nouveau capable de mobiliser dans la surprise un enthousiasme général.

Aucune cause même là plus politiquement mobilisante, parce que dépourvue de sens objectif et universel, donc affectée de particularisme, de nihilisme ou de négativisme ne peut avoir un pouvoir stimulateur durable. Il est vrai qu'aujourd'hui, une très grande cause suscitant l'engagement paraît apporter un démenti formel à cette structuration socio-politique définitive – cause amenant des hommes à risquer voire donner leur vie pour elle mais celle-ci souffre bien de la limitation objective et universelle et ne peut prétendre par ce fait changer effectivement le monde. Cette cause, c'est le terrorisme qui pousse à la destruction terroriste, mais le terrorisme ne peut affecter le sens universel de l'histoire ni se poser - dans une ligne progressiste - en détermination instauratrice d'un nouvel ordre du monde. Le terrorisme, dans son agitation événementielle fait s'éclater l'action historique dans les marges d'une succession chaotique privée de sens, la perception du monde qui correspond à cette pratique terroriste contient en fait et même en soi une ontologie qui atomise le temps dans l'insignifiance d'une répétition non historique. Pour reprendre une métaphore bien connue, nous dirons que le terrorisme ne fait l'histoire, pas plus que la tempête en surface ne trouble d'aucune manière que ce soit le calme des profondeurs.

La négativité historique, elle, peut comporter de la violence, mais portée par un projet positif, elle exclut l'absolutisation terroriste de cette violence. La mouvance terroriste s'active dans des actes détonants en surface se suivant certes mais ne font pas partie d'un plan d'ensemble de l'histoire, ils sont en eux-mêmes des tous qui ne s'intègrent dans aucune totalité supérieure. C'est l'histoire universelle « qui a toujours joué à la baisse ou à la hausse sur le marché de l'homme ; à la baisse par la ruse et la violence, et à la hausse... par la foi et le pouvoir des idées » (R. Musil, 1995, p. 519). Le terrorisme participe de cette « ruse et violence » dont la réalisation empirique de l'histoire universelle se sert pour se désennuyer de sa lancinante marche mais il n'est pas absolument nécessaire. Il :

Conserve aussi bien la santé éthique des peuples en son indifférence vis-à-vis des déterminations finies ... que le mouvement des vents préserve les mers de la putridité dans laquelle un calme durable les plongerait, comme le ferait pour les peuples une paix durable, a fortiori une paix perpétuelle (G.W.F. Hegel, 2013, p. 401).

Dans l'extériorisation de son sens universel intérieur, l'histoire universelle opère certes, par des singularités purement sensibles, des figures particulières signifiantes mais le terrorisme n'est pas de ceux-ci car la dimension socio-politique en sa réalité empirique, l'esprit objectif que Hegel appelle le droit, lui fait

absolument défaut. La présence ou la persistance du terrorisme dans l'histoire des hommes indique bien que cette histoire peut s'adonner à ses simples crises mais elle ne peut pas produire une post-histoire. Pour emprunter une métaphore propre à Hegel, nous dirons que le terrorisme fait partie de ces violents sautilllements telluriques, cauchemardesques, du colosse endormi, qui s'apaise ensuite après son éveil comme esprit historique stimulé dialectiquement, et qui s'éteint enfin après le triomphe de l'esprit, car les Cieux et la Terre passeront. L'irruption massive du terrorisme, même à une échelle dépassant l'homme reste une histoire dont la pause passera.

Quoi que nous pensions du sens de l'irruption du terrorisme dans l'histoire humaine alors ébranlée par un tel acteur, doté d'une puissance incommensurable, il ne nous apparaît pas comme pouvant remettre en cause l'accomplissement final de la vie socio-politique que nous avons décrite. Le problème ne consiste pas à nier le terrorisme sous prétexte qu'il est frappé de négativité ou qu'il ne dispose pas d'une organicité socio-politique durable mais bien à le dépasser, à le distinguer des forces différentes de lui, à réagir contre cette "histoire anonyme", profonde et souvent bruisante, dont il faut maintenant aborder l'incertain mais aussi et surtout l'immense domaine. Frémissant d'intonations prophétiques A. Glucksmann (2002, p. 153) s'écriait : « les citoyens lucides et les démocrates doivent se préparer à affronter non plus un adversaire supposé absolu, mais une adversité redoutable et polymorphe, pas moins implacable. Je la nomme avec Dostoïevski "nihilisme" ». L'omniprésence de l'ivresse assassine du sans limite, du nihilisme dans l'histoire ne signifie pas que le terrorisme a fait prévaloir soudainement une nouvelle vision du monde mais indique que la réalité du meurtre a changé d'échelle mais demeure structurellement ce qu'elle était, dans le rabâchage d'une histoire n'avançant plus, en son sens, mais condamnée à gérer ses difficultés réelles bien connues.

En tout cas, quoi qu'il en soit de l'avenir du projet terroriste, il ne saurait constituer le but qui relancerait l'histoire comme histoire politique universelle ou universalisante, et la poserait comme pouvant enthousiasmer les énergies. Car, jamais le monde n'a eu à lutter aussi radicalement contre une pratique qui hypothèque sa survie. Il arrive que le terrorisme s'empare de la totalité réelle, seule détentrice du pouvoir absolu universel, l'État comme c'est le cas en Afghanistan, ou en partie comme au Nigéria ou au Mali². Mais, quand on observe bien ces cas isolés, on constate qu'une fois la totalité du réel assiégé par la foudre terroriste, cette dernière se libère de ses objectifs politiques et instaure la violence comme mode de gouvernance. Le terrorisme s'émancipe bien vite de ses objectifs politiques et idéologiques et crée ses propres conditions de perpétuation : « la violence devient un but en soi, elle crée elle-même la volonté de tuer » (W. Sofsky,

²Nous ne traitons pas ici des États incriminés de soutenir ou financer le terrorisme. Nous savons qu'il y a des États démocratiques qui cherchent à contrôler d'autres États démocratiques en soutenant des exécutions de masses ; le terrorisme est même rompu à leur gouvernance. Et, cela nous sidère et nous effraie. Il faut l'avouer, il y a de quoi.

2002, p. 145). La violence domestiquée, qui est sensée laisser place à la paix « attise le besoin de déchaînement » (W. Sofsky, 1998, p. 189). La prise de l'État par la mouvance terroriste s'accompagne d'une spirale d'engagement de la violence mais cela ne peut pas faire changer de paradigme dominant. Car, la fureur terroriste ne peut pas être le tribunal suprême de l'histoire. L'histoire du monde est le tribunal du monde : « *Weltgeschichte ist Weltgericht* » (G.W.F. Hegel, 2013, p. 411). Le terrorisme se soustrait à toute forme de droit or le procès de l'histoire est placé sous la juridiction suprême de « l'esprit du monde », dont le droit absolu est fondé sur l'idée de liberté. Le terrorisme est donc condamné à l'inévitable destin de se fourvoyer car il ne manquera pas de passer devant le tribunal de l'histoire qui doit trancher au profit du peuple porteur de l'idée de liberté.

C'est la dialectique de l'expression de la volonté du peuple, ainsi que nous l'a admirablement montré Hegel, qui est seule capable de constituer une histoire politique. Il a montré aussi que le terrorisme ne peut produire « aucune œuvre positive ni aucun acte ; il ne lui reste que l'acte négatif ; elle est seulement la furie de la destruction » (G.W.F. Hegel, 1987, p.135). Ce qui est négatif, c'est la suppression de toutes les différences au sein de la société par une volonté générale érigée en absolu, qui entraîne la destruction des médiations entre les individus. Parce qu'elle est la réalisation violente de l'absolu, la réalité universelle défendue par le terroriste se transforme en fureur de la destruction. La terreur manifeste donc la figure de l'histoire qui est pure destruction et dont le résultat ultime est la mort. La mort de l'individu et par conséquent la fin de l'histoire. Car ce sont les individus unis dans l'esprit du peuple qui font l'histoire.

3. Le terrorisme comme l'après raison

Nous avons dit que c'est dans l'État que s'épuise la politique, c'est en lui aussi que se clôture l'histoire. L'État rationnel institue et constitue par le truchement de la loi ou du droit une communauté native ou naturelle qui fixe et règle l'unité mouvante et vivante de la nation. Il ne reste qu'à l'État rationnel de se maintenir en libérant l'énergie créatrice des hommes pour des tâches suprapolitiques, celles qui mobilisent ce que Hegel appelle « l'esprit absolu », c'est-à-dire la vie s'élevant à l'art, la religion et la philosophie. Cette insertion de l'existence socio-politique ou historique dans l'existence spirituelle ne se réduit pas à une simple production de l'histoire mais préserve la fin de celle-ci de se nier dans une liberté désœuvrée. Car elle maintient et intensifie même, en l'homme, son intérêt, en le fixant sur la tâche suprême de s'infiniter dans la vie absolue de l'art, la religion et la philosophie. Elle fait par-là accepter par l'homme la fin objective de l'histoire comme son ancrage mondain optimum libérant toute son énergie en vue de son accomplissement spirituel intégral.

La question qu'il convient de se poser maintenant est de savoir si la prolifération apparente du terrorisme procède de ce que l'histoire ayant fini son œuvre et mis en circulation son contenu total porteur de son sens universel, a fini par libérer d'elle l'énergie spirituelle des hommes ainsi contraints à s'adonner à

d'autres opérations, supra-politiques telle que la foudre exterminatrice terroriste ? Après la fin de l'histoire, l'affirmation absolue de soi de l'homme peut-elle l'obliger à s'éclater dans la ponctualité des mesures d'exception ? Une réponse par l'affirmative ferait s'égarer l'État rationnel démocratique lui-même dans la mesure où voulant laisser s'éclater l'énergie des hommes en vue de s'infiniter, il crée une structure polémogène capable désormais de l'empêcher même provisoirement de libérer de lui, en lui, en dessous de lui, la vie sociale, et au-dessus de lui, la vie absolue de l'esprit. Le terrorisme retarderait et détournerait ainsi l'application de l'énergie de l'État rationnel démocratique au but essentiel de l'accomplissement suprême de l'homme au profit de l'érection massived'un moyen réellement problématique. Une telle situation relancerait peut-être l'histoire mais se dissiperait avec une enthousiasmante rapidité car la conscience terrorisante a une identité à soi indifférente à toute différence ce qui coulera ses coups dans une monotonie indifférenciante, la non-histoire. Un après socio-politique de l'État rationnel démocratique sera toujours une non-histoire certes mais l'histoire ne peut pas se fourvoyer en voulant dans son propre champ se faire remplacer par la non-histoire qu'est le terrorisme.

Nous sommes d'accord que s'il y a une fin de l'histoire, il ne peut avoir remplacement de celle-ci par une organisation empirique apparente aussi spirituellement médiocre. Même s'il n'y a plus une grande cause qui mobilise positivement les hommes on ne peut pas dire qu'il y a une fin de l'histoire qui ouvrirait le champ libre au terrorisme s'éclatant dans des coups vides, de mauvais coups. L'histoire universelle en tant qu'histoire de l'universel, ne peut produire un Sens après lequel il n'aurait que nécessité. À considérer que l'histoire vraie, c'est-à-dire celle faite par une communauté d'hommes qui a institué rationnellement des principes de sa gouvernance interne, ait cessé de produire du Sens, l'homme ne peut que continuer de maintenir cet acquis – condition indispensable pour mener une existence supra-politique considérée comme son accomplissement suprême. La conservation de l'histoire après la fin de l'histoire doit constituer l'enjeu suprême même quand celle-ci s'éclate dans les marges des coups de canon islamistes. L'existence d'un État politiquement fort et économiquement libéral est le seul instrument capable de faire face au terrorisme même à un moment où aucune idéologie ne semble plus mobiliser les humains ou encore moins à l'époque d'une fin éventuelle de l'histoire strictement humaine des hommes.

La survie de l'homme exige de lui la défense de celle-ci comme grande cause qui est même plus que strictement politico-historique car elle met en jeu le souci humain total de conservation de l'humain, de la vie à conserver en son ordre, plutôt qu'à l'inquiéter de façon morbide par des coups négatifs, le désordre. Le retour du terrorisme dans et après l'histoire doit donc être vu comme un négatif non structurant incapable de se hisser au-dessus du négatif fondateur³ se déployant dans

³ Le négatif dont il s'agit ici est le négatif dynamique et transformateur dont Hegel parle de la « puissance prodigieuse », « l'énergie de la pensée ».

les exigences théoriques et pratiques de la raison, condition de la vraie liberté. Il ne peut plus avoir une structure nouvelle essentielle dont le souci dépasserait la conservation de l'homme libre. La novation politico-historique fondamentale semblant désormais impossible, l'intérêt de l'homme ne peut plus se porter à l'élévation historique de l'histoire, remplacée par une non-histoire comme telle spirituellement pauvre. La fin de l'histoire ouvre en elle le temps du terrorisme, le temps éclaté des coups, lesquels, du fait de leur superficialité, artificialité sonnent comme un coup de canon dans un monastère mais ça s'arrête là, ce sont demauvais coups.

Pour rester dans la ligne tracée par Hegel dans *Leçons sur la Philosophie de l'histoire* (1998 p. 163), on ne peut pas dire que le temps du terrorisme est une période de crise fondamentale où l'esprit opérant doit céder la place à un principe universel plus universel que le précédent de sorte que le terrorisme s'en empare pour l'accomplir. Le terrorisme ne porte la conscience d'aucun peuple, et n'a pas l'organicité nécessaire pour saisir l'esprit de notre époque. La tâche de son époque qu'il doit accomplir est à l'opposé de son penchant criminel. Il ne saurait donc incarner en une pointe particulière, l'unité du particulier et de l'universel. Il manque donc au terrorisme son discernement historique, cette disposition qui lui permet de s'aligner sur l'esprit de l'époque situé à égale distance de son intuition claire et de son concept distinct.

4. Le terrorisme et le nouveau scepticisme

On a beau dire la singularité de l'État rationnel démocratique, semblant à l'accomplissement de l'homme mais il n'est pas moins vrai qu'au regard de notre l'histoire actuelle dans ses rapports avec le terrorisme, la politique cessa d'être perçue comme lieu de réalisation de l'homme. Croyons-nous encore que l'État est capable d'assurer liberté et accomplissement à l'homme ? Cela n'est plus certain. Car de l'irruption de l'ivresse assassine à celle du fondamentalisme égorgueur, les valeurs érigées par l'État rationnel démocratique n'en finissent plus de sombrer dans les profondeurs d'un scepticisme dont les déclinaisons ne semblent guère émouvoir personne. Car pendant longtemps nous avons cru que l'État si massif et si généreux pourra porter tous les espoirs de l'homme de s'infiniter dans une société qui a retrouvé à jamais la « paix perpétuelle » pour reprendre le titre de l'opuscule de Kant.

Faut-il alors, fidèles à l'État rationnel démocratique et au rêve de s'accomplir pleinement, réaffirmer que celui-ci est ce qui a pu, peut et pourra à jamais nous préserver du « Mal radical dans la nature humaine » (E. Kant, 2001) symbolisé par le terrorisme. Ne faut-il pas plutôt, bien au contraire, prenant acte de « la prolifération des massacres spécifiques » remettre en cause la toute-puissance de l'État rationnel historiquement périmé ? Quand on observe l'extension rapide de ce phénomène en Afrique et la facilité avec laquelle il s'empare d'une partie de la totalité de l'État nous ne pouvons que relativiser la puissance que nous attribuons à l'État rationnel démocratique. Comment ne le pourrions-nous pas à l'entrée d'un

siècle qui nous accueille dans le bruit et la fureur⁴ de la foudre terroriste généralisée ? Comment, au plus fort des horreurs du terrorisme eût-il été possible, à moins d'être outrageusement complice du crime, de ne pas céder à la tentation d'une remise en cause radicale de la promesse d'une humanité pacifiée par l'avènement de la superpuissance qu'est l'État rationnel démocratique ? Si notre foi dans la politique vraie nous a inclinés à fonder tous nos espoirs de progrès social sur le développement de la rationalité démocratique, devons-nous déclarer définitivement caduc ce rationalisme et mettre en demeure l'État rationnel démocratique de contempler avec effroi son pénultième abîme ?

Ces questions trouvent leurs origines dans la substance de la violence terroriste généralisée qui a ébranlé les consciences et fait vaciller l'idée de la politique s'épuisant dans l'État et la clôture définitive de l'histoire. Elle le fait d'ailleurs à tel point qu'il semble désormais impossible d'échapper au doute lancinant et qui travaille, aujourd'hui plus que jamais, la conscience africaine, asiatique, orientale et dans une certaine mesure occidentale. L'histoire nous offre le visage d'un terrorisme nu et déshistoricisé mais il ne nous en donne pas encore une claire appréhension parce qu'il ne s'est pas encore déployé pleinement. Si aujourd'hui, alors que les peuples d'Afrique sont suffisamment avancés dans le progrès social et politique pour qu'une Afrique sans terrorisme cesse d'appartenir au domaine de l'utopie, c'est parce que les ressources immenses dont elle dispose ont été payées d'un déclin profond de puissance technologique. La progression du terrorisme en Afrique a donc un lien avec l'accomplissement technologique de l'Afrique contemporaine. Le terrorisme n'aurait pas pu déployer, tel un luxe récréatif, la passion du massacre égorgeur et faire son chemin si l'Afrique s'était appuyée fondamentalement sur cette idée.

Le terrorisme nous a fait certes changer de paradigme dominant et est peut-être un problème d'un ordre tout différent car il fragilise l'État mais ce dernier doit continuer à assumer sa tâche désormais reconnue de conserver son être politique et d'articuler vraiment en lui le socio-libéral et le politique. C'est cette fonction qui semble vaciller aujourd'hui et devient problématique aux yeux de beaucoup rappelant à l'attention des hommes leur rapport entre eux. Ensuite le problème terroriste est tel que seul peut l'affronter et le trancher l'État auquel doit s'ouvrir désormais une activité nouvelle, peut-être extra-politique. Cette activité doit avoir une dimension universelle ; son traitement doit se faire par des instances universelles réelles, et seules sont pleinement telles les instances politiques constituées par les États-nations. L'urgence de ce traitement désigne le lieu politique national comme lieu de son examen total et de la décision à prendre à son sujet. L'État s'élève ainsi, dans le traitement politique efficace du problème du terrorisme, plus radical et vital en sa nouveauté que la violence politique ordinaire

⁴C'est un ouvrage écrit par W. Faulkner en 1972. Il est américain originaire de Mississipi et a reçu le prix Nobel de littérature en 1949.

et traditionnelle, en vérité au-dessus de lui-même. L'État se fait ainsi le porteur d'un universel plus universel que le sien et qui le dépasse.

L'action la plus puissante requiert une plus grande puissance que celle qui amène l'État à se relativiser en tant qu'État pour se concentrer avec les autres États préoccupés comme lui par ce mal radical, dont l'unique destin naturel minimise l'importance des barrières. En traitant extra-politiquement ce problème, l'État réalise non seulement une communauté humaine Une, loin de tout nationalisme mais relativise sa responsabilité pour réaliser la vérité politique. La relativité de l'exercice accru de la responsabilité étatique n'est pas une restriction de son pouvoir/responsabilité politique mais constitue l'étalon qui « le préserve de tout aventurisme politique illusoire » (B. Bourgeois, 2018, p. 398). L'État ne doit pas se fragiliser dans son propre champ, il doit se maintenir fort dans l'achèvement toujours à parfaire de son sens rationnel déjà connu. L'État doit veiller à se conserver fort en son domaine – contre tout anti-étatisme – pour remplir sa mission désormais rendue plus difficile et plus complexe par l'investissement non historique du terrorisme. La nouvelle action politique ainsi exigée oblige de ce fait une pensée renouvelée de l'histoire.

Conclusion

La vérité achevée du politique constitue la fin de l'histoire universelle qui ne peut plus s'enrichir de structures nouvelles et fondamentales pouvant avoir un sens positif pour le genre humain. Mais aujourd'hui, une très grande cause suscitant l'engagement paraît apporter un démenti formel à cette structuration socio-politique définitive si bien qu'on se demande si la prolifération apparente du terrorisme procède de ce que l'histoire ayant fini son œuvre et mis en circulation son contenu total porteur de son sens universel, a fini par libérer d'elle l'énergie des hommes ainsi contraints à s'adonner à une ponctualité des crimes d'exception ? Une telle possibilité ferait s'égarer l'État rationnel démocratique lui-même dans la mesure où voulant laisser s'éclater l'énergie des hommes en vue de s'infiniter, il crée une structure polémogène capable désormais de l'empêcher même provisoirement de libérer la vie absolue de l'esprit. Le terrorisme retarderait et détournerait ainsi l'application de l'énergie de l'État rationnel démocratique au but essentiel de l'accomplissement suprême de l'homme au profit de l'érection massive d'un moyen réellement problématique. Même si après la fin de l'histoire universelle, l'histoire ne peut plus produire un Sens, l'homme ne peut que continuer de maintenir cet acquis, condition indispensable pour mener une existence supra-politique considérée comme son accomplissement suprême. C'est justement l'accomplissement de cet accomplissement par l'État qui semble vaciller aujourd'hui et nous rend sceptiques quant à sa capacité réelle à remplir cette fin. Quoi que fragilisé qu'il soit, l'État doit se maintenir fort dans l'achèvement toujours à parfaire de son sens rationnel déjà connu. Il doit veiller à se conserver fort en son domaine pour remplir sa mission désormais rendue plus difficile et plus complexe par le terrorisme. En plus, le problème terroriste est tel que seul peut

l'affronter et le trancher l'État auquel doit s'ouvrir désormais une activité nouvelle extra-politique.

Références bibliographiques

- BOUTON Christophe, 2013, *Faire l'histoire*, Paris, Les éditions du Cerf.
- BOUTON Christophe, 2000, *Après la fin de l'histoire, Temps, monde, historicité*, Paris, Vrin.
- BOURGEOIS Bernard, 1998, *Sur l'histoire ou la politique*, Paris, Vrin.
- FAULKNER William, 1972, *Le bruit et la fureur*, Paris, Folio.
- FUKUYAMA Francis, 1991, *La fin de l'histoire et dernier homme*, Paris, G-F Flammarion.
- GLUCKSMANN André, 2002, « Nihilisme ou civilisation ? » Entretien avec Galia Ackerman, *Politique internationale*, n°97, pp. 153-168.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1998, *Leçons sur la Philosophie de l'histoire*, Paris, Vrin.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 2013, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1987, *Phénoménologie de l'esprit*, Tome2, Paris, Aubier.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1941, *Phénoménologie de l'esprit*, Tome 1, Paris, Aubier.
- KANT Emmanuel, 2001, *Sur le mal radical dans la nature humaine*, édition bilingue, Rue d'Ulm-Presses de l'École normale supérieure.
- MUSIL Robert, 1995, *L'Homme sans qualité*, Tome 1, Paris, Ed du Seuil.
- SOFSKY Wolfgang, 2002, *L'èredel'épouvante*, Paris, Gallimard.
- SOFSKY Wolfgang, 1998, *Traitédeviolence*, Paris, Gallimard.